



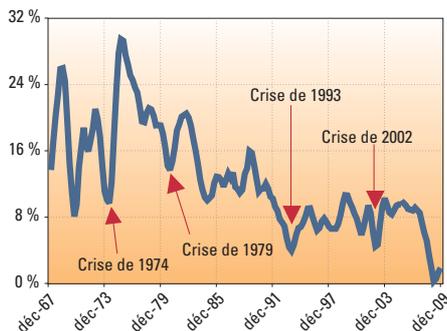
U ne année 2009 difficile pour les banques réunionnaises

L'année 2009 a enregistré un fort ralentissement de l'activité bancaire, que ce soit en matière de collecte ou d'octroi de crédits. Parallèlement, la montée des risques de crédit a impacté négativement la rentabilité des établissements de crédit implantés à La Réunion, en fort recul par rapport aux dernières années.

Le plus fort repli de la collecte d'épargne depuis plus de quarante ans

La collecte de ressources a ainsi enregistré une forte diminution de son rythme de progression au cours de l'exercice 2008 en liaison avec la crise financière internationale. Elle s'est accentuée en 2009 avec le ralentissement de l'activité qui a touché le département. Au plus bas, en mars 2009, les actifs financiers collectés diminuaient de 0,1 % à 9,944 milliards d'euros.

Évolution en glissement annuel des placements totaux



Source : Iedom Réunion

La crise financière puis économique des années 2007-2009 constitue la plus forte correction des marchés financiers enregistrée jusqu'à présent. En effet, une baisse d'une telle ampleur de la collecte de ressources n'a jamais été enregistrée au cours des quatre dernières décennies dans le département, que ce soit au cours des deux premiers chocs pétroliers où pendant les crises financières de 1992-1993 ou de 2001-2002.

L'épargne totale collectée par le système bancaire local s'élève ainsi à 10,4 milliards d'euros à fin décembre 2009, en hausse de 2,3 % par rapport à fin 2008. Les dépôts à vue s'inscrivent néanmoins en hausse de 5,4 % à fin 2009, après avoir nettement reculé en fin d'année 2008 et au premier semestre 2009. De même, l'épargne à long terme détenue par les agents économiques réunionnais progresse nettement sur l'ensemble de l'année 2009 (+ 7,5 % soit + 249 millions d'euros) après avoir diminué de 2,4 % l'année précédente. Les placements sous forme de titres en portefeuille et sous forme d'assurance-vie ont notamment retrouvé les faveurs de la clientèle.

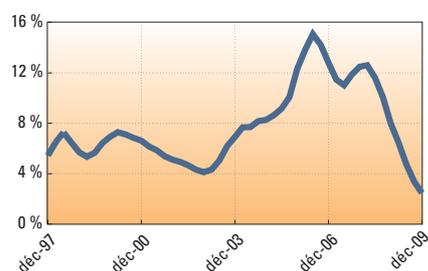
Inversement, les placements liquides, et notamment les comptes à terme, enregistrent une baisse de leur encours au cours de l'année 2009 au fur et à mesure de la consolidation des marchés boursiers et du fort abaissement des taux de marché, signe de la normalisation des marchés interbancaires. Les comptes à terme avaient notamment bénéficié en pleine crise financière en 2007 et en 2008 d'un regain d'intérêt, à la fois des épargnants pour leur sécurité en regard des placements boursiers, mais également des établissements bancaires pour lesquels ils ont représenté une possibilité de limiter leur besoin en refinancements interbancaires, à une époque de fortes tensions sur les marchés.

Un fort ralentissement des crédits consentis

Au cours de l'année 2009, l'encours total des financements consentis par les établissements de crédit implantés à La Réunion ralentit fortement pour s'établir à fin décembre 2009 à 17,3 milliards d'euros, en hausse de 1,9 %, contre 8,2 % en 2008. Le mouvement de ralentissement qui s'est amplifié en cours d'année 2009 avait débuté en milieu d'année 2006. Il faisait suite à quatre années d'accélération de la distribution de crédits entre 2002 et 2006.

Le brusque ralentissement des encours de crédits enregistré en 2009 s'explique partiellement par une moindre demande de financement des entreprises, des ménages et des collectivités locales. Les entreprises ont en effet été touchées par le ralentissement de l'activité économique dans le département, ce qui a impacté leur situation financière, et conduit au report de décisions d'investissements. Les ménages, de leur côté, pâtissent de la situation économique d'ensemble qui provoque une aggravation de leurs indicateurs de vulnérabilité, entraînant un ralentissement de leurs achats de consommation (par exemple baisse des immatricu-

Variation annuelle de l'ensemble des concours consentis



Source : Iedom Réunion

lations de véhicules automobiles neufs de 19,4 % en 2009). Simultanément, le marché immobilier s'est retourné à La Réunion comme en métropole ou aux États-Unis. Enfin, la fin des grands travaux d'infrastructure a limité la demande de financement des collectivités locales. La vigilance accrue des établissements de crédit dans l'octroi des concours à une clientèle d'entreprises et de particuliers fragilisée par la crise a également contribué à ralentir les octrois de crédit.

Une forte montée des risques

Les établissements de crédit ont parallèlement dû faire face à une forte montée des risques, qui s'est traduite par une hausse des créances douteuses brutes de 38,0 % en 2009 après + 19,4 % en 2008, pour atteindre un encours brut total de 983 millions d'euros. Cette dégradation de la qualité des encours, en lien avec la détérioration de la situation économique du département, doit cependant être relativisée. Si la forte progression des créances douteuses brutes observées au cours de cette crise est relativement atypique par son ampleur et sa durée en regard des précédentes évolutions de cet agrégat, leur poids au sein de l'ensemble des crédits consentis à la clientèle demeure néanmoins contenu. Les créances douteuses brutes représentent en effet 5,7 % des encours bruts de crédits totaux consentis à la clientèle par l'ensemble des établissements locaux de crédit, contre un minimum de 4,2 % l'année précédente. Ce taux retrouve ainsi son niveau des années 2000, soit nettement en dessous des niveaux atteints à la fin des années 1990. Pour mémoire, ce taux s'établit à 6,9 % en Martinique, 7,9 % en Guadeloupe, mais seulement 3,1 % en France métropolitaine¹.

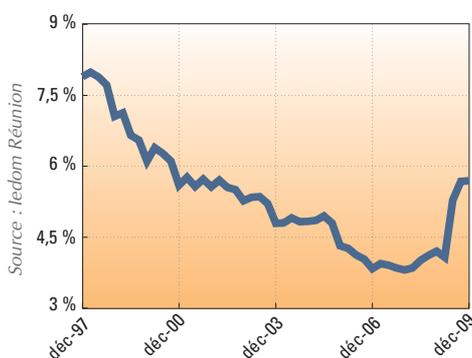
¹ Source : Banque de France



Sh

Système bancaire

Poids des créances douteuses brutes dans les crédits totaux



Une combinaison de facteurs qui détériore la rentabilité des banques

Les principales banques de la place présentent des performances financières très contrastées. Alors que leur produit net bancaire s'inscrit en hausse de 8,2 % à 357,9 millions d'euros en 2009, leur résultat net après impôt est déficitaire pour la première fois depuis le début des années 90. Pour mémoire, ce dernier s'était établi à 82,8 millions d'euros en 2008. Ce déficit s'explique néanmoins uniquement par les difficultés d'un seul établissement ; les résultats des autres banques demeurant globalement similaires à ceux des années précédentes.

La hausse du produit net bancaire s'explique notamment par le redressement des marges sur les opérations de crédit, grâce à une moindre répercussion de la baisse du coût des ressources sur le rendement des fonds prêtés. En revanche, les commissions prélevées auprès de la clientèle se sont contractées en 2009 en raison du recul de la production de nouveaux crédits, et de

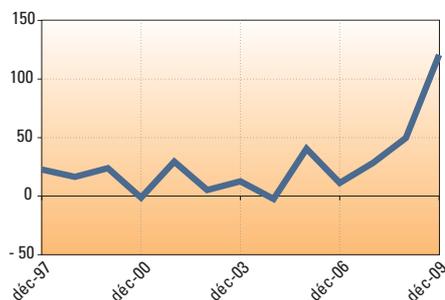
l'abaissement de la tarification de certaines prestations.

Le recul du résultat net des banques s'explique par la très forte hausse du coût du risque consécutive à la dégradation de la situation économique d'ensemble. Le coût du risque, qui comprend le provisionnement en capital des créances ou des engagements de hors bilan douteux et litigieux, le provisionnement des risques pays et le provisionnement pour risques et charges, progresse de + 142,6 % entre 2008 et 2009 pour s'établir à 120 millions d'euros contre 50 millions d'euros en 2008.

Le même enseignement peut être retiré de l'analyse de la rentabilité des sociétés financières locales intervenant dans le département, qui enregistrent une baisse de leur produit net bancaire (- 12,8 %). Elle est due au recul de la consommation des ménages et de la demande de financement des entreprises, une hausse de leur coût de provisionnement du risque (+ 233 %), et par voie de conséquence une forte diminution de leur résultat net (- 80,7 %). Il demeure néanmoins positif dans l'ensemble. ■

Frédéric ARHAN-HOARAU
Iedom Réunion

Coût du risque net des principales banques (en millions d'euros)



Source : Iedom Réunion